

Les plus beaux **musées**  
du monde *Cahier Plaisirs*



Le grand œuvre de **Michel Rivard** en coffret *Cahier Culture*



Le métier anachronique  
de **calligraphe** *Cahier Livres*

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

Vol. CIII N° 281

LE DEVOIR, LES SAMEDI 8 ET DIMANCHE 9 DÉCEMBRE 2012

2,61 \$ + TAXES = 3,00 \$

NOUVEAU SYSTÈME CANADIEN DE SÉLECTION DES RÉFUGIÉS

## Moins de réfugiés, plus de persécutés ?

La nouvelle loi pourrait avoir des effets négatifs sur les demandeurs d'asile



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Dans son pays d'origine, Jennifer est née fille dans... un corps de garçon. Au Moyen-Orient, cela a valu une vie d'enfer à la transsexuelle, au point qu'elle a demandé et obtenu refuge au Canada. Ce récit singulier est capté dans le documentaire de l'ONF *Une dernière chance*.

La loi C-31 entre en vigueur le 15 décembre, et ce, dans la controverse. La réputation de générosité du Canada en prendra-t-elle un coup ? Ce dossier pose la question et s'intéresse aussi à la réalité singulière d'un groupe de réfugiés méconnu : les gais, lesbiennes et transsexuels, cible des homophobes, qui demandent l'asile.

ANDRÉ LAVOIE

Quand Jennifer a fait son entrée dans ce resto de Montréal où nous avons rendez-vous, elle ne pouvait passer inaperçue. Cette femme élégante fut d'abord un

homme et elle figure parmi les cinq demandeurs d'asile dont le destin tisse la trame d'*Une dernière chance* du cinéaste Paul Émile d'Entremont. Entre Trudi, Carlos, Zaki et Alvaro, Jennifer tranche par sa flamboyance, mais aussi par sa franchise entourant son destin singulier.

L'homme qui se cache derrière les courbes généreuses de Jennifer « est mort depuis longtemps », affirme cette beauté originaire d'un pays du Moyen-Orient qu'elle ne veut pas nommer, et qui a franchi les douanes canadiennes « le samedi 17 janvier 2009 », dit-elle avec une fière précision.

A entendre son histoire, devant la caméra de

VOIR PAGE A 10 : RÉFUGIÉS

**Dossier** · L'asile, droit ou privilège ? Les réfugiés « sexuels », groupe à risque. *Pages A 5 à A 7*

SONDAGE LÉGER MARKETING-  
*LE DEVOIR-THE GAZETTE*

## Trudeau sauverait les libéraux

Le député semble le seul à pouvoir bouleverser l'échiquier politique fédéral

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Gaffes ou pas gaffes, le Canada aime Justin Trudeau. Et le député-boxeur apparaît bel et bien comme le seul prétendant au leadership libéral capable de bouleverser l'échiquier politique fédéral, et ce, d'un océan à l'autre, révèle un sondage national Léger Marketing.

Avec M. Trudeau comme chef du Parti libéral du Canada (PLC), la formation passerait ainsi d'une marginale troisième place dans les intentions de vote au premier rang, sur un pied d'égalité avec les conservateurs. Le bond de 13 points que sa présence provoquerait se ferait surtout au détriment des néodémocrates de Thomas Mulcair (-6 points de pourcentage), mais aussi des conservateurs de Stephen Harper (-4 points).

Le sondage mené en ligne pour *Le Devoir* et *The Gazette* auprès de 1500 Canadiens cette semaine indique que les conservateurs recueillent actuellement 35 % des intentions de vote au fédéral, cinq points devant le NPD. Les libéraux dirigés par Bob Rae suivent avec 18 %, et les Verts d'Elizabeth May sont quatrièmes avec 9 %. Par rapport aux résultats de l'élection de mai 2011, les conservateurs ont perdu cinq points que récupèrent les Verts. Les deux

VOIR PAGE A 10 : TRUDEAU

### AUJOURD'HUI



**Perspectives** · Loi 101: l'illusoire consensus. Les libéraux s'opposeraient à des pans importants du projet de loi. *Page B 1*



Avis légaux..... C 6  
Carrières..... C 4  
Décès..... C 9  
Mots croisés..... D 6  
Petites annonces..... C 9  
Sudoku..... D 6

## Morsi pourrait reporter le référendum

La persistance des tensions politiques fait craindre de nouvelles violences en Égypte



MAHMOUD KHALED AGENCE FRANCE-PRESSE

Des islamistes ont manifesté vendredi au Caire pour appuyer le président Morsi.

Des milliers de manifestants étaient rassemblés vendredi soir au Caire autour du palais présidentiel égyptien gardé par l'armée, tandis que le pouvoir a fait savoir qu'il pourrait reporter le référendum sur un projet de constitution qui divise profondément le pays.

Le président Mohamed Morsi « pourrait accepter de reporter le référendum » prévu le 15 décembre, a déclaré à l'AFP le vice-président Mahmoud Mekki, à condition que l'opposition ne se serve pas de ce report, contestable au vu du calendrier légal, pour saisir la justice.

Quelques instants auparavant, des manifestants ont franchi sans incident des barbelés déroulés près de la présidence, envahissant le pé-

VOIR PAGE A 10 : ÉGYPTÉ

DANS LE CAHIER FESTIN DES FÊTES  
Découvrez le beurre sous ses plus beaux atours.

beurre.com

Tous les passagers vivent l'expérience du service *Elite*.  
Verre de champagne • Choix de repas chauds • Vin au repas •  
Boissons non-alcoolisées • Collations • Service de serviettes chaudes  
• Sièges en cuir • Écouteurs • Primeurs cinématographiques • Sac à  
dos pour enfants • Service courtois et amical

Service *Elite Plus*  
Pour aussi peu que 40\$ par trajet, maximisez votre expérience de vol  
Toutes les inclusions du service Elite avec en PLUS: Sièges avec plus  
d'espace • Préréélection de sièges • 10kg d'extra sur la franchise de  
bagages • Enregistrement et embarquement prioritaires

NOUVEAU! La présélection de sièges et le surclassement en *Elite Plus*  
peuvent maintenant être réservés en ligne!



# GRANDE VENTE

# D'HIVER

## ÉCONOMISEZ

JUSQU'À **40%**



### DÉPARTS DE MONTRÉAL • 1 SEMAINE • TOUT COMPRIS

<b>MANZANILLO DE CUBA</b> Club Amigo Marea Del Portillo ★★★ Chambre supérieure bonus VIP • 10, 17 et 24 jan.	<b>695\$</b>	<b>HUATULCO</b> Crown Pacific Huatulco ★★★PLUS Suite junior • 29 janvier et 5 février	<b>1095\$</b>
<b>SANTA LUCIA</b> Gran Club Santa Lucia ★★★★ Chambre • 16 et 30 janvier	<b>695\$</b>	<b>CANCUN</b> Oasis Cancun ★★★★ Chambre • 14, 15, 16 et 23 janvier	<b>1095\$</b>
<b>SANTIAGO DE CUBA</b> Brisas Sierra Mar ★★★PLUS Chambre vue jardin • 9, 16 et 23 janvier	<b>745\$</b>	<b>PUNTA CANA</b> smile Be Live Grand Punta Cana ★★★★ Chambre Super Vente • 9, 14, 17, 22 et 24 janvier	<b>1095\$</b>
<b>CIENFUEGOS</b> Club Amigo Costasur ★★★ Chambre supérieure • 6 et 13 février	<b>795\$</b>	<b>PANAMA</b> smile Playa Blanca Beach Resort ★★★★ Chambre Super Vente • 4, 11 et 18 janvier	<b>1095\$</b>
<b>CAYO COCO</b> Memories Flamenco Beach Resort ★★★★★ Chambre Super Vente • 8, 12, 13, 15 et 20 janvier	<b>795\$</b>	<b>RIVIERA NAYARIT</b> ★★★★★PLUS smile Grand Palladium Vallarta Resort Chambre Super Vente • 26 janvier et 2 février	<b>1195\$</b>
<b>CAYO SANTA MARIA</b> Memories Azul Beach Resort ★★★★★ Chambre Super Vente • 10, 11, 14 et 18 janvier	<b>845\$</b>	<b>JAMAÏQUE</b> Sunset Jamaica Grande Resort ★★★★ Chambre Super Select • 11, 12, 18, 19 et 25 janvier	<b>1195\$</b>
<b>VARADERO</b> Memories Varadero ★★★★★PLUS Chambre Super Vente • 9, 17, 20 et 23 janvier	<b>845\$</b>	<b>LOS CABOS</b> Riu Santa Fe ★★★★★PLUS Chambre • 28 janvier et 4 février	<b>1265\$</b>
<b>LA CEIBA, HONDURAS</b> ★★★★★ smile Palma Real Caribe Hotel & Villas Chambre Super Vente • 11, 18 et 25 janvier	<b>845\$</b>	<b>ROATAN, HONDURAS</b> Fantasy Island Resort Beach & Marina ★★★ Chambre Super Vente • 11, 18 et 25 janvier	<b>1295\$</b>
<b>PUERTO PLATA</b> Be Live Grand Marien ★★★★★PLUS Chambre Super Vente • 10 et 17 janvier	<b>945\$</b>	<b>RIVIERA MAYA</b> Barceló Maya Beach Resort ★★★★★PLUS Chambre Super Vente • 3, 12, 13 et 20 janvier	<b>1365\$</b>
<b>HOLGUIN</b> Riu Playa Turquesa ★★★★★PLUS Chambre • 2, 5, 12 et 14 février	<b>1095\$</b>	<b>SAINT-MARTIN</b> smile Sonesta Maho Beach Resort ★★★ Chambre deluxe • 6, 13, 17 et 24 janvier	<b>1645\$</b>

Départs de Montréal. Offre d'une durée limitée pour des nouvelles réservations effectuées du 8 au 14 décembre 2012 (inclusivement). Les économies de 40% s'applique aux prix brochure pour le Memories Varadero le 9, 17, 20 et 23 janvier 2013. Les économies sont déjà reflétées dans les prix. Cette offre est sujette en changement pouvant être retirée en tout temps sans préavis. Prix par personne basés sur un forfait vacances en occupation double pour séjour de 7 nuits (à moins d'indication contraire) incluant les taxes et frais relatifs au transport, sauf la taxe locale payable au départ de certaines destinations (Cuba 25 CUC, Rép. dom. 30\$ US, Honduras 37\$ US, Costa Rica 28\$ US, Panama 40\$ US). Les sièges à ces tarifs sont en quantité limitée et valides au moment de l'impression. Vols opérés par Sunwing Airlines. Le service en vol varie selon l'heure et la destination. Pour les modalités et conditions complètes, veuillez vous référer à la brochure Vacances Sunwing 2012/2013. Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 2,00 \$ par tranche de 1 000 \$ de services achetés. Titulaire d'une permis du Québec. 08122012

### TERMINEZ L'HIVER AVEC LA

# VENTE CHUTE DE TAXES

ÉCONOMISEZ **200\$** PAR COUPLE RÉSERVEZ D'ICI LE 14 DÉC. 2012

APPLICABLE SUR DES FORAITS VACANCES VERS TOUTES LES DESTINATIONS SOLEIL ET FORT LAUDERDALE

DÉPARTS DESTINATIONS SOLEIL: DU 1<sup>ER</sup> MARS AU 30 AVRIL 2013  
DÉPARTS FORT LAUDERDALE: DU 6 JANVIER AU 30 AVRIL 2013

Offre d'une durée limitée applicable pour des nouvelles réservations seulement effectuées du 8 au 14 déc. 2012 (inclusivement). Les économies de 200\$ par couple sont applicables sur des forfaits vacances vers toutes les destinations soleil. L'offre n'est pas applicable sur des réservations de vol seulement, ne peut être jumelée à aucune autre offre promotionnelle. Les sièges sont limités avec un inventaire contrôlé. L'offre est sujette à changement et pouvant être retirée en tout temps sans préavis. Vols opérés par Sunwing Airlines. Pour les modalités et conditions complètes, veuillez vous référer à la brochure Vacances Sunwing 2012/2013. Titulaire d'une permis du Québec. 08122012

### VOLS VERS FORT LAUDERDALE

ACHETEZ 1 SIÈGE ET OBTENEZ LE 2<sup>E</sup> SIÈGE à

**40%** DE RABAIS

PROLONGÉ!  
RÉSERVEZ  
D'ICI LE  
14 DÉC.

DÉPARTS DE MONTRÉAL: 6 JANVIER AU 30 AVRIL 2013

Offre d'une durée limitée applicable pour des nouvelles réservations de vols aller-retour seulement effectuées du 8 au 14 déc. 2012 (inclusivement). Le 40% de rabais sur le 2<sup>e</sup> siège est applicable sur le prix avant taxes et les frais relatifs au transport. Un minimum de 2 passagers par réservation est requis. L'offre ne peut être jumelée à aucune autre offre promotionnelle. Les sièges sont limités avec un inventaire contrôlé. L'offre est sujette à changement et pouvant être retirée en tout temps sans préavis. Non valable sur les vols en aller-simple. Les taxes et frais relatifs au transport sont inclus. Vols opérés par Sunwing Airlines. Pour les modalités et conditions complètes, veuillez vous référer à la brochure Vacances Sunwing 2012/2013. Titulaire d'une permis du Québec. 08122012

Pour réserver vos vacances Sunwing, contactez votre agence de voyages ou visitez [Sunwing.ca/fr](http://Sunwing.ca/fr)

## ACTUALITÉS



Pauline Marois a commenté son bilan entourée des membres de son caucus. Si elle a dû effectuer des changements de cap, c'est parce qu'elle était à l'écoute de la population, affirme-t-elle.

## Un gouvernement « à l'écoute »

Malgré les critiques et les revirements, Pauline Marois tire un bilan positif de sa première session parlementaire comme première ministre

JESSICA NADEAU  
Correspondante parlementaire à Québec

Au terme d'une première session marquée par les critiques et de nombreux reculs, Pauline Marois martèle que son gouvernement a plutôt « avancé » en se mettant à l'écoute de la population. Et c'est sur la même voie qu'elle entend mener son mandat, avouant qu'elle continuera d'« ajuster » ses politiques au gré de l'opinion populaire.

« Des fois, à l'intérieur, on a moins de sens critique », a avoué, non sans candeur, la première ministre lors de son bilan de fin de session, vendredi.

Si elle a dû effectuer des changements de cap, c'est parce qu'elle était à l'écoute de la population, affirme-t-elle, voulant ainsi se démarquer de l'ancien gouvernement libéral qui, lui, « s'est entêté » sur plusieurs dossiers, notamment sur les droits de scolarité et la commission Charbonneau.

« J'espère que jamais, jamais mon gouvernement n'agira de cette façon. Alors, je vais continuer à rester à l'écoute. Et parfois, par rapport à certaines orientations que nous proposons, il y aura des ajustements [...] »

Questionnée sur les leçons qu'elle a tirées des critiques qui ont ponctué sa première session parlementaire comme première ministre, elle affirme avoir eu « la bonne attitude » en faisant preuve d'ouverture.

Pour la prochaine session, pas de changement, donc, dans sa façon de gouverner. « Je suis prête bien humblement à travailler encore mieux que nous tra-

« On a fait reculer deux choses : on a fait reculer la corruption et on a stoppé le rythme d'endettement du Québec »

Pauline Marois

villons maintenant, mais il reste que la façon dont nous avons travaillé a donné des résultats. »

### Reculs

Alors que le mot « recul » revient à hanter quasi quotidiennement, elle refuse l'étiquette. Et c'est sans ironie qu'elle a présenté son bilan intitulé « Le Québec s'est remis en marche ».

« On a fait reculer deux choses : on a fait reculer la corruption et on a stoppé le rythme d'endettement du Québec », a-t-elle répondu aux journalistes.

Elle s'attribue par ailleurs une bonne part du mérite pour les démissions des maires de Montréal, de Laval et de Mascouche, affirmant que « le message de lutte contre la corruption envoyé par le gouvernement produit aussi des résultats ».

Quant à ceux qui accusent son gouvernement de ne pas respecter ses promesses

électorales, elle rappelle qu'elle n'en est encore qu'aux premiers mois et que les engagements qu'elle a pris sont pour un plein mandat de quatre ans. « On ne pouvait pas tout faire en trois mois, on s'entend », se défend-elle, ajoutant qu'elle en avait déjà fait beaucoup.

Elle a énuméré toute une série de dossiers où son gouvernement est allé de l'avant, dont les projets de loi contre la corruption, sur le financement des partis politiques, sur les élections à date fixe, sur le placement syndical et sur la Charte de la langue française. Au total, ce sont neuf des quinze projets de loi présentés par son gouvernement qui ont été adoptés.

Sans oublier l'abrogation de la loi 78, l'annulation de la hausse des droits de scolarité, la fermeture de la centrale Gentilly-2, l'annulation du prêt à la mine Jeffrey, la modulation de la taxe santé et l'annonce de 28 000 nouvelles places en garderie.

### Gouvernement minoritaire

Un certain nombre de reculs peuvent être imputables au fait que le gouvernement Marois est minoritaire, comme la loi 101 au cégep et l'abolition de la taxe santé, qui auraient défait son gouvernement. Mais la première ministre affirme néanmoins qu'elle n'aurait pas gouverné différemment si elle avait été majoritaire. « On a présenté les engagements, les lois que nous voulions présenter dans les premiers mois de notre mandat et

on n'a pas tenu compte du fait qu'on était minoritaires. »

Elle confie que tout n'a pas été facile, mais que c'était prévisible. « Je savais qu'en cours de route, il y aurait des embûches, il y aurait des difficultés, que, parfois, il faudrait prendre quelques détours pour arriver à l'objectif, mais l'important, c'est de ne jamais perdre la vision, la perspective et les objectifs que nous poursuivons. »

Quant à savoir pendant combien de temps son gouvernement pourra survivre, elle dit vouloir continuer comme si elle était à la tête d'un gouvernement qui a trois ans devant lui. Elle a promis de garder le cap en matière d'environnement et sur les autres dossiers. « L'avenir dure longtemps », a-t-elle lancé avec un grand sourire.

Le Devoir

Lire aussi : Dur, dur, d'être minoritaire. L'éditorial de Bernard Descôteaux. Page B 4

## L'opposition unie dans la critique

Toutefois, aucun chef de parti n'envisage d'élections au cours de la prochaine année

JESSICA NADEAU  
Correspondante parlementaire à Québec

Bien qu'ils aient accusé le nouveau gouvernement Marois de tous les maux de la terre lors de leur bilan de fin de session, vendredi, aucun des chefs n'envisage des élections pour la prochaine année.

Comme il se doit, le chef par intérim de l'opposition officielle, Jean-Marc Fournier, a fait un procès en règle de la première session parlementaire de la première ministre, parlant du « gouvernement de l'incompétence et de la manigance ».

Il a accusé son gouvernement d'avoir créé « l'angoisse fiscale », dénonçant la fermeture de la centrale Gentilly-2, de même que les compressions en santé et en éducation.

« Pauline Marois a appliqué aux crédits du gouvernement la même recette qu'elle a appliquée à la santé dans les années 1990 », a décrié Jean-Marc Fournier. « L'incompétence, c'est la ministre de l'Éducation qui considère l'anglais comme une langue étrangère, c'est un ministre carré rouge qui ne comprend pas son rôle et qui a choisi de mener un combat contre les universités plutôt que d'en faire la promotion. »

Il a condamné les « manigances » du gouvernement qui veut « cacher » des études, documents et autres nominations partisans, faisant ici référence au scandale entourant l'affaire Boisclair. Il avoue néanmoins avoir réussi à s'entendre avec le gouvernement en défendant les propositions libérales qui ont permis d'améliorer des projets de loi cependant toujours incomplets.

Mais malgré ses innombrables reproches envers le gouvernement Marois, il n'est pas question de le faire tomber au cours de la prochaine année, a convenu Jean-Marc Fournier. Et cela n'a rien à voir avec la commission Charbonneau, assure-t-il. « C'est ce que je vois la date d'une prochaine élection ? La réponse, c'est non. Ce que je vois, par contre, c'est l'aspiration de tous les Québécois à ce que nous puissions travailler ensemble. »

Quant à lui, il s'estime fier du travail accompli par son équipe qui a « fait mentir plusieurs sceptiques ».

Coalition avenir Québec

François Legault n'entrevoit

pas, lui non plus, d'élections à court terme. « Il faut être réaliste, on l'a vu, le Parti libéral n'a pas de chef. On dit qu'il y en a pour un an avec la commission Charbonneau. Donc moi, je ne m'attends pas à avoir d'élections prochainement. »

Le chef de la Coalition avenir Québec a été particulièrement virulent à l'endroit du gouvernement Marois, l'accusant d'être « déconnecté », de « vivre sur une dimension parallèle » avec des « promesses électorales qui relevaient de la science-fiction ».

Il a reproché à la première

Selon la CAQ, Pauline Marois gère « par essais et erreurs »

ministre son « manque de jugement » sur plusieurs dossiers, plus particulièrement en nommant au ministère de l'Environnement Daniel Breton, qu'il a décrit comme une « bombe à retardement ». Selon lui, Pauline Marois gère « par essais et erreurs ».

Mais ce qui est le plus inquiétant, pour François Legault, c'est le « manque de vision » du gouvernement en matière d'économie. Ce thème est d'ailleurs son nouveau leitmotiv. « Quand on va revenir, au mois de février, on va proposer plusieurs mesures de relance économique. Je veux que ça devienne la priorité, l'obsession de tous les Québécois. »

Quant à lui, il s'estime fier du travail accompli par son équipe qui a « fait mentir plusieurs sceptiques ».

### Québec solidaire

Enfin, du côté de Québec solidaire, Françoise David s'est dite « très contente » de son premier séjour à l'Assemblée nationale qui lui a permis de défendre plusieurs dossiers. Sur un ton respectueux, elle s'est permis quelques critiques envers le gouvernement Marois.

« Il avait bien commencé avec des annonces importantes et qui allaient dans le sens de ses engagements électoraux. Malheureusement, le budget et le dépôt des crédits sont venus, à notre sens, défaire finalement cette image de progressiste que ce gouvernement voulait s'accoler. »

Le Devoir

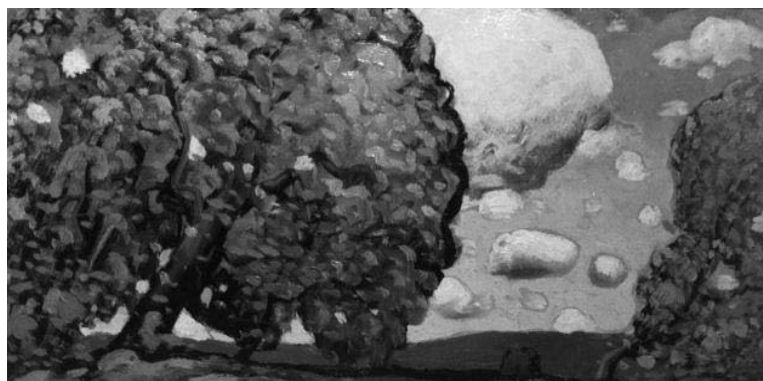
## Petits formats chefs-d'œuvres

1 - 22 décembre

Une œuvre d'art, le meilleur investissement pour notre patrimoine!



J-P Lemieux, "Portrait de jeune fille," v. 1968, huile, 16" x 13"



M-A Fortin, "Ste Rose," huile, 8" x 15", v. 1925

COBURN • DALLAIRE • FERRON • FORTIN • GAGNON • HÉBERT • JACKSON • LEDUC • LEMIEUX • LETENDRE • MACDONALD • MIRO • RIOPELLE • PICASSO • ROBINSON • ROUAULT • SUZOR-CÔTÉ

Achetez immédiatement

Tableaux de maîtres canadiens et européens - Haute valeur offerte -

Galerie Claude Lafitte Depuis 1975

2160 rue Crescent, Montréal (Québec), H3G 2B8 • (514) 842-1270 • www.lafitte.com • lafite@lafitte.com

### Idées Cadeaux

- Aquascutum
- Barbour
- Baumler
- Boss Green
- Brax
- Bugatti
- Burberry
- Canada Goose
- Citizens of Humanity
- Coppley
- Eden Park
- Façonnable
- Harris Tweed
- Hugo Boss
- Jack Victor
- John Varvatos Star USA
- Klauss Boehler
- M.E.N.S.
- Olymp
- Paul & Shark
- Polo Ralph Lauren
- Robert Graham
- Robert Talbot
- Strellson
- Tombolini
- Viyella
- 7 for all Mankind

PHOTO Paul & Shark automne-hiver

OGILVY monsieur

ESPACE HOMME AU 4<sup>e</sup>  
1307, rue Sainte-Catherine Ouest  
514.845.4742  
ogilvycanada.com

## ACTUALITÉS

# 1420 Mont-Royal: l'UdeM ne vend plus à Catania

LISA-MARIE GERVAIS

L'Université de Montréal a toujours l'intention de vendre l'ancien couvent des sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie, mais ce n'est pas le Groupe Catania qui s'en portera acquéreur. Visiblement dans l'embarras, le Conseil de l'Université a fait savoir vendredi qu'il avait décidé de ne pas prolonger au-delà du 31 décembre l'entente avec Construction Frank Catania & Associés, qui voulait faire des condos de luxe dans ce bâtiment patrimonial, situé au 1420, boulevard Mont-Royal, à Outremont.

L'Université de Montréal explique qu'elle annule l'offre d'achat parce qu'elle a perdu espoir que la transaction se conclue, en raison de procédures judiciaires qui bloquent la vente. «*La décision a été prise en raison des incertitudes soulevées par les procédures judiciaires intentées par différents groupes*», a dit le porte-parole de l'UdeM, Mathieu Filion.

Il ne nie pas que le non-renouvellement de contrat soit lié aux soupçons de corruption qui pèsent sur le Groupe Catania, dont les liens avec la mafia ont été mis au jour à la commission Charbonneau. «*Les allégations, ça fait partie des éléments, mais c'est l'ensemble des éléments qui nous a fait prendre cette décision*», a précisé M. Filion. La Presse avait révélé le mois dernier que l'Unité permanente anticorruption (UPAC) s'intéressait actuellement au dossier de vente avec Catania.

Le prix de vente convenu avec Catania était de 28 mil-

lions. Mais un calcul tenant compte des rénovations partielles et de l'entretien et des mensualités versées par l'entrepreneur à l'Université montre que cette dernière aurait fait une perte d'environ 10 millions, ce que nie l'UdeM. «*C'est difficile à dire s'il y a eu des pertes. [...] On va voir le prix qui va être offert par d'autres groupes*», a dit M. Filion. D'ici là, l'Université devra déboursier 55000\$ par mois rien que pour chauffer la bâtisse qui héberge un groupe de recherche scientifique. Le coût total de l'entretien aurait été évalué à plus d'un million par année.

## Toujours en vente

Malgré un manque d'espace, l'UdeM compte toujours se départir le plus vite possible de cet ancien couvent et va de l'avant avec son projet de campus à l'emplacement de la gare de triage à Outremont. Elle estime qu'il ne serait pas économique de rénover l'édifice du 1420 Mont-Royal pour en faire un pavillon des sciences.

Michel Seymour, professeur de philosophie militant au sein du groupe qui souhaite que l'UdeM conserve l'édifice du 1420 Mont-Royal, ne se dit pas surpris que l'entente avec Catania prenne fin. «*Malheureusement, ils maintiennent la décision de poursuivre avec la vente et nous croyons qu'ils se trompent*», a-t-il soutenu. Selon des calculs que des architectes de son groupe ont effectués, l'Université «*ment*» en prétendant qu'il en coûte plus cher de rénover que de construire à neuf.

Le Devoir



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

La ministre de l'Éducation, Marie Malavoy, affirme que le fait que le budget du ministère de l'Éducation n'augmente que de 1,8% ne l'empêchera pas de respecter ses engagements.

## COMPRESSIONS EN ÉDUCATION

# Des questions sans réponse, déplorent les enseignants

LISA-MARIE GERVAIS

En plus des mauvaises nouvelles, les compressions dans le milieu de l'éducation ont laissé beaucoup de questions sans réponse, ont déploré les enseignants et commissions scolaires. Ils s'inquiètent du flou qui règne autour de certains programmes, comme l'anglais intensif en 6<sup>e</sup> année et les tableaux blancs interactifs, qui devaient pourtant être reconduits, d'après ce que laissait entendre le budget il y a deux semaines.

«*Dans le budget, j'avais fait la lecture que l'anglais intensif et les tableaux blancs ne seraient pas remis en cause. Mais au-delà de ça, on se demande si, par exemple, les 240 millions prévus pour les tableaux blancs vont aller ailleurs dans le système si jamais le programme n'est pas maintenu*», a dit la présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Louise Chabot, qui craint que cela ne passe à la trappe.

Elle fait remarquer que pour l'an prochain, le taux de croissance des coûts de système est de 4%, alors que le gouvernement prévoit plutôt une croissance de 1,8% des coûts de système. «*Ce ne sera pas suffisant*», a-t-elle noté. Pour la Fédération des commissions scolaires, rien n'indique dans les crédits déposés que les nouvelles mesures annoncées par le ministère de l'Éducation, comme l'implantation de la maternelle 4 ans en milieu défavorisé et l'ajout de ressources professionnelles, seront financées.

La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) abonde dans ce sens, elle qui n'a toujours pas de réponses à ses questions. «*Rien sur l'implantation des maternelles 4 ans, rien sur la construction de nouvelles écoles, rien sur la manière de venir en aide aux élèves en difficulté, rien sur le développement du parc immobilier, rien sur le développement du secteur de l'éducation aux adultes, bref, c'est la déception totale*», a déclaré par voie de communiqué Pierre Saint-Germain, président de la FAE.

Elle s'inquiète aussi qu'il n'y ait pas de sommes pour rénover ou entretenir les établissements scolaires et pour régler les problèmes de qualité de l'air, surtout depuis le dépôt d'un rapport dévastateur du Vérificateur général par intérim. La présidente de la CSQ rappelle qu'en plus de la situation difficile qui se des-

sine, 37,5 millions devront être retranchés d'ici la fin de l'exercice en cours, soit les quatre prochains mois. «*La pression va être très forte sur le réseau pour l'an prochain*», a souligné Louise Chabot. «*Les budgets sont déjà engagés, on va couper où?*»

## La ministre est «à l'aise»

La ministre de l'Éducation, Marie Malavoy, a répété en chambre vendredi qu'elle était «*parfaitement à l'aise*» avec le fait que le budget du ministère de l'Éducation augmente de 1,8%. Cela ne l'empêchera pas de respecter ses engagements. «*Nous nous sommes engagés à avoir des maternelles 4 ans dans certains milieux défavorisés, nous nous sommes engagés à avoir des professionnels et du personnel de soutien additionnel et nous allons tenir nos engagements*», a-t-elle déclaré, reconnaissant qu'il y aura moins d'argent dans les commissions scolaires à partir de l'année prochaine.

## Courchesne prévoyait couper

Par ailleurs, le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a rendu publique vendredi une lettre du Conseil du trésor qui indique bel et bien que le ministère de l'Éducation (MELS) avait été pressé de sabrer 265 millions dans l'ensemble du réseau scolaire et universitaire. On demandait au MELS de réduire ses dépenses de rémunération d'au moins 2%, ses dépenses de fonctionnement d'au moins 5% et de limiter les dépenses de transfert.

Cette lettre, qui décrétait «*une suspension du droit d'engager des crédits*» dans le but de respecter l'objectif des dépenses, était en fait envoyée par Michelle Courchesne à... elle-même puisqu'elle était titulaire des deux ministères, le Conseil du trésor et le ministère de l'Éducation. M. Duchesne s'en était servi lors des débats en chambre mercredi, martelant qu'il est actuellement contraint d'imposer des compressions que les libéraux voulaient de toute façon réaliser. «*Les objectifs budgétaires qui sont fixés sont les mêmes que ceux du précédent gouvernement. Nous, nous avons le courage de faire ce qu'ils n'ont pas fait*», a dit jeudi le ministre Duchesne.

Le Devoir

# Le programme du ministre Blanchet dévoilé?

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Un document émanant du cabinet du ministre de l'Environnement, Yves-François Blanchet, obtenu par *Le Soleil*, laisse croire que l'augmentation de la consigne des canettes sera annulée. Entre autres annonces. Il s'agit d'un simple «*document de travail*», répond l'attaché de presse du ministre. «*Aucune décision n'est prise*», assure Frédéric Côté.

*Le Soleil* rapportait jeudi le contenu d'un document intitulé «*Sorties relations de presse/MDDEFP/Yves-François Blanchet*». Ce calendrier médiatique prévoyait plusieurs annonces, de janvier 2013 à l'automne 2013.

En décembre, rapporte toujours le quotidien de Québec, on peut y lire: «*Val-Jalbert: autorisation*», manifestement en référence au projet de minicentrale hydroélectrique auquel la première ministre Pauline Marois a donné publiquement son appui. Un décret en ce sens a déjà été adopté, d'ailleurs, a-t-on affirmé au *Devoir* cette semaine.

## La consigne

Avant Noël, on semblait également prévoir une annonce sur la consigne des canettes, puisqu'une conférence de presse sur le «*maintien de la consigne à 0,05 \$*» est inscrite. Un recul sur la décision libérale de doubler la consigne à 10 ¢, mesure annoncée en juin? Le bureau du ministre Blanchet refuse de le confirmer.

Figure aussi au programme une «*annonce Bourse du carbone ou redevances*». La mise en place d'un marché du carbone sera-t-elle effective au 1<sup>er</sup> janvier 2013? Encore là, impossible de confirmer.

Ce calendrier médiatique mentionne également un «*BAPE générique filière uranium*» à l'automne prochain et un «*BAPE pour tous les projets miniers*» à annoncer en janvier ou en février. Cela pourrait signifier un élargissement du mandat du BAPE pour couvrir les projets au nord du 49<sup>e</sup> parallèle.

Le ministre Yves-François Blanchet lui-même s'est montré étonné, jeudi, n'ayant pas encore eu de réunion avec tous les porteurs des différents dossiers au ministère. «*On ne peut pas considérer qu'il s'agit de décisions*», a-t-il dit au journaliste du *Soleil*.

Le Devoir

Papeterie  
**Casse - Noisette**

«*L'avenir, c'est à vous de l'écrire*»

Cahiers Clairefontaine  
et ses collections

Sceaux, cires à cacheter,  
instruments d'écriture

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :  
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00  
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

## Nous offrons bien plus qu'un repas à Noël. Nous offrons de l'espoir.

Touchez le cœur de 10 personnes qui souffrent de la faim!

Pour la modique somme de **29,70\$**, vous pouvez leur offrir des repas chauds ou un abri sécuritaire... une aide qui pourrait être le point de départ d'une nouvelle vie.

29,70\$ pour 10 personnes  74,25\$ pour 25 personnes  
 148,50\$ pour 50 personnes  297\$ pour 100 personnes  
 \$ pour aider autant de personnes possible

Veillez débiter ma carte de crédit  Visa  MasterCard  American Express

Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10\$ et plus. Mission Bon Accueil est un organisme de bienfaisance : NE 10819 5215 RR0001

NO DE LA CARTE \_\_\_\_\_ DATE D'EXPIRATION \_\_\_\_\_  
SIGNATURE \_\_\_\_\_  
NOM EN LETTRES MOULÉES \_\_\_\_\_ ( ) \_\_\_\_\_  
COURRIEL \_\_\_\_\_ TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_ PROVINCE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_

Associez-vous aux efforts de Mission Bon Accueil afin de redonner dignité et espoir à des milliers de montréalais défavorisés.

Découpez et envoyez votre don à :



Mission Bon Accueil  
606, rue de Courcelle  
Dépt. 403 103  
Montréal, QC H4C 3L5  
Notre 121<sup>ème</sup> année au service des plus démunis.

## Les ventes d'alcool bondissent

Les ventes de bières, vins et spiritueux devraient établir un nouveau record pour la période des fêtes et pour l'année, selon le Service des études économiques de BMO Marchés des capitaux. Selon une récente étude, les Canadiens adultes dépenseront en moyenne 85\$ en alcool en décembre, ce qui équivaut à environ une bouteille de spiritueux, trois bouteilles de vin et 27 bouteilles de bière. Au dire de l'économiste Aaron Goertzen, de chez BMO, si la tendance constatée jusqu'à maintenant pour l'année 2012 se poursuit pendant le temps des fêtes, les ventes annuelles d'alcool devraient atteindre 19 milliards de dollars cette année, soit 3,8% ou 700 millions de plus qu'en 2011. Le rapport indique également que c'est au Québec que les ventes de boissons alcoolisées connaissent la plus forte hausse pendant la période des fêtes de fin d'année, puisqu'elles dépassent la moyenne mensuelle d'environ 65% en décembre. Les consommateurs ont acheté en moyenne 22 bouteilles de vin en 2011. Le vin occupe désormais le tiers du marché des boissons alcoolisées au pays, grugeant les parts de la bière et des spiritueux, mentionne l'étude.

La Presse canadienne

## LA SÉLECTION DES RÉFUGIÉS

DEMANDEURS D'ASILE

## La ministre De Courcy se dit préoccupée

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Les yeux du Québec seront tournés vers l'entrée en vigueur, dans une semaine, du nouveau système de détermination du statut de réfugié au Canada. La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, Diane De Courcy, se dit touchée par le dossier, préoccupée par le sort des personnes concernées et promet une vigilance de tous les instants. Si d'aventure la nouvelle loi produit les effets pervers que plusieurs craignent, comme le rejet massif de réfugiés potentiels, Québec tirera la sonnette d'alarme.

«Je partage un certain nombre des préoccupations des organismes communautaires qui ont une connaissance fine de cette réalité», a confié vendredi au *Devoir* la ministre De Courcy lors d'un entretien téléphonique. «Et l'une de ces préoccupations, c'est la détention des adultes demandeurs, et la séparation d'avec leurs enfants. Je me demande dans quelle mesure on pourra prendre soin de ces gens dans le respect et la dignité.»

Le projet de loi C-31, qui propose une refonte majeure du système canadien d'octroi de l'asile, que régit la Loi sur l'immigration, crée des catégories d'immigrants, dont certains devront passer par la détention. Malgré une division des responsabilités qui laisse au gouvernement fédéral la majeure partie des pouvoirs en matière d'immigration, Québec ne peut y rester insensible, compte tenu de la proportion de réfugiés — reçus et en attente d'une réponse — qui transitent ici. En 2011, sur les 51 737 immigrants reçus par le Québec, 9,7% provenaient de la catégorie des personnes réfugiées.

## Rencontres troublantes

Dans le cadre d'une récente tournée d'information et de sensibilisation, Diane De Courcy dit avoir été troublée par sa rencontre avec des groupes de réfugiés, surtout des femmes. «J'ai été particulièrement ébranlée par une certaine détresse, voire une souffrance, de femmes réfugiées avec leurs enfants. [...] J'ai vu des femmes dans des groupes qui ont tout perdu. Qui ont perdu leur amour, qui ont perdu leur pays, qui ont perdu leurs enfants. C'est très très dur. D'un point de vue humain, on doit tout faire pour leur éviter le plus possible les tracasseries.»

Elle a été si ébranlée par ce qu'elle a vu qu'elle a décidé d'en faire le point d'un entretien qui doit avoir lieu dans une semaine ou deux avec son homologue, le ministre Jason Kenney. Si des embûches dans la mise en œuvre du nouveau système devaient survenir,



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Diane De Courcy, affirme que Québec tirera la sonnette d'alarme si les effets pervers du projet de la C-31 que plusieurs craignent se font sentir.

elles seront colligées et notées. La ministre De Courcy compte refaire le tour du réseau des organismes en février et faire le bilan pour recommander, s'il y a lieu, des changements.

La vigilance du gouvernement québécois s'exerce en partie déjà depuis les coupes imposées en juin par Ottawa au Programme fédéral de santé intérimaire. Ces compressions frappent de plein fouet les demandeurs d'asile refusés, en plus de ceux tout droit venus de pays d'origine désignés (pays «sûrs»), dont la liste devrait être dévoilée en partie la semaine prochaine.

## Un fardeau financier

Plusieurs provinces sont montées aux barricades pour dénoncer cette décision d'Ottawa, qui fait retomber sur elles un fardeau financier

supplémentaire. «Nous avons pris la relève pour le manque occasionné par ces coupures, et on compense à hauteur de deux millions par année», explique M<sup>me</sup> De Courcy. «Mais ce n'est pas tant une question d'argent qu'une affaire d'inquiétude pour des gens qui ont besoin de soins. Cela fait l'objet de pourparlers et j'aurai l'occasion d'en parler avec mon homologue au cours des prochains jours.»

L'argument économique invoqué par le gouvernement conservateur pour justifier la mise en œuvre d'une politique destinée à cibler les «abuseurs» du système ne séduit pas M<sup>me</sup> De Courcy, qui assure qu'en cette matière, les besoins sont à ce point vastes que si «économie il y a, je vous assure que je serai en mesure de la réinvestir immédiatement».

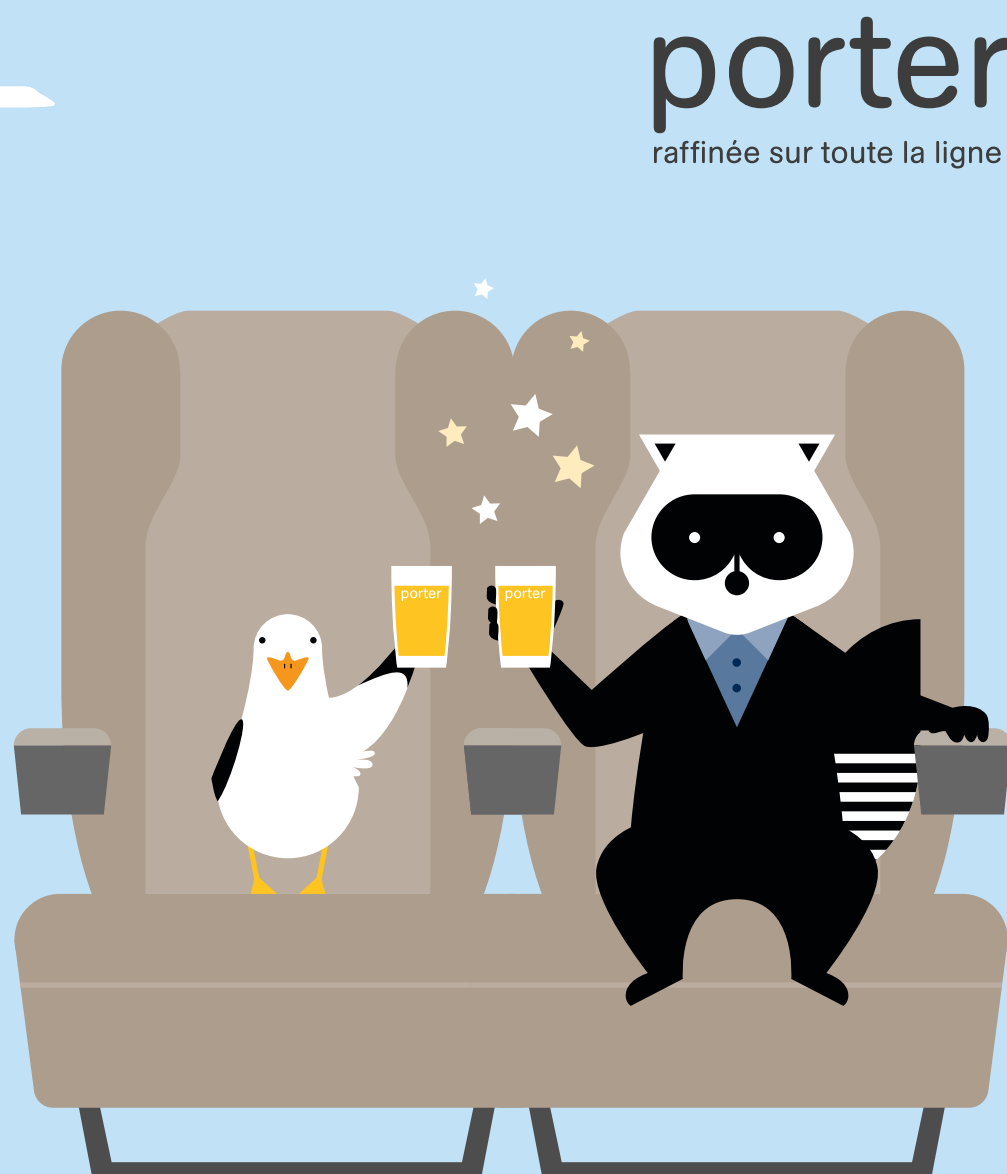
Cette vigilance s'exercera dans les limites possibles, précise la ministre. «Nous disposons d'un pouvoir de vigie, de recommandation, d'observation et de soutien aux organismes qui s'occupent des réfugiés. Comme dans toute loi ou tout règlement, le diable est dans les détails. Laissons aller un peu la loi, et si ça des effets pervers, on pourra les faire valoir au gouvernement fédéral. Comme vous voyez, je suis très empathique et très intéressée, mais il y a une limite à ce que je peux faire.»

Pas de querelle Ottawa-Québec en vue sur le dossier immigration? «La confrontation n'est pas ma manière, mais je vous assure que j'ai très bien compris que ce dossier nécessitera toute notre vigilance.»

Le Devoir

## Porter met de la joie dans vos voyages.

Détente et confort. Nous veillons au bien-être de chacun de nos passagers. Notre service est chaleureux, nos fauteuils en cuir sont moelleux, notre bière et notre vin vous sont servis à titre gracieux. Avec un grand sourire. Même un voyage d'affaires prendra un petit air de vacances. À votre santé !



Vols au départ de Montréal. Réservation d'ici le 12 décembre. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Tarifs aller simple incluant les taxes, les surcharges et les frais obligatoires\*.

HALIFAX 2 par jour <b>218 \$</b> Taxes et frais compris	TORONTO 17 par jour <b>160 \$</b> Taxes et frais compris	SAULT STE. MARIE <b>234 \$</b> Taxes et frais compris	ST. JOHN'S <b>275 \$</b> Taxes et frais compris	SUDBURY <b>234 \$</b> Taxes et frais compris	THUNDER BAY <b>234 \$</b> Taxes et frais compris	TIMMINS <b>234 \$</b> Taxes et frais compris	WINDSOR <b>234 \$</b> Taxes et frais compris	BOSTON <b>255 \$</b> Taxes et frais compris
CHICAGO <b>276 \$</b> Taxes et frais compris	MYRTLE BEACH Service begins Feb. 14 <b>381 \$</b> Taxes et frais compris	NEW YORK <b>245 \$</b> Taxes et frais compris	WASHINGTON Dulles <b>245 \$</b> Taxes et frais compris	<b>PRIX TOUT COMPRIS</b>				

Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages. Téléscripneur – composez « 711 ».

flyporter.com

\* Réservez d'ici le 12 décembre 2012. Voyagez d'ici le 26 juin 2013. Ces tarifs ne sont pas en vigueur du 14 décembre 2012 au 6 janvier 2013. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Porter peut exiger un achat à l'avance dans certains marchés. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires. Ces montants peuvent aller jusqu'à 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. Les tarifs sont fonction de la disponibilité. Certaines conditions (incluant des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage, et les frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent changer sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Téléscripneur – composez « 711 ». Renseignez-vous auprès de Porter ou de votre agent de voyages. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaut.

# L'asile, droit ou privilège ?

Avec l'entrée en vigueur de son nouveau système d'octroi de l'asile, le Canada resserre ses critères d'accueil

MARIE-ANDRÉE  
CHOUNARD

**N**iger. Dans le calme de la nuit du 9 au 10 mai 2009, chez Amadou Moussa, soudanais, c'est le chaos. Brutalement réveillé par l'irruption chez lui d'agents de la police secrète qui le traînent sans appel jusqu'en prison, un douloureux périple s'amorce: interrogatoire musclé, torture, puis la fuite vers le pays de la survie, le Canada.

«Ma vie a complètement basculé ce jour-là. C'est le jour où j'ai tout perdu.» Les cicatrices ne se voient pas à l'œil nu quand cet homme de 51 ans relate son incroyable histoire, celle d'un professeur d'histoire et de géographie persécuté dans son pays pour avoir contesté l'autocratie de son gouvernement, détenu et torturé, qui aura miraculeusement droit à une seconde chance à la faveur de coups de main complices au Niger, puis en Algérie, au Maroc, en France, dernier arrêt avant le vol pour le Canada.

Mais les cicatrices sont bien là. Dans les yeux de cet homme reconnaissant à l'endroit du Canada pour lui avoir donné asile, la peur est encore visible lorsque le récit de la torture est évoqué. «Ils m'ont battu, roué de coups, ils voulaient que je parle, que je donne des noms, et puisque je refusais, ils donnaient des coups. J'ai perdu connaissance. Et ma chance, mon salut, c'est qu'ils voulaient tellement que je parle qu'ils ont eu besoin

«Vous ne venez pas ici pour abuser du système. Vous venez ici pour sauver votre vie. Vous perdez tout en un jour: votre travail, votre maison, votre famille, vos deux garçons, votre pays.»

de m'emmener à l'hôpital pour qu'on m'y ranime.» De là, la fuite fut possible.

M. Moussa avait alors 49 ans. Instruit, syndicaliste, révolté par les précédents règnes politiques de son pays, où la démocratie était absente, il participe à des mouvements d'opposition qui rêvent de justice sociale, d'équité, de trans-

parence. En Afrique, au cours des années 1990, des peuples se mobilisent pour faire germer le multipartisme. Les détracteurs comme lui sont traqués, à haut risque de représailles; certains sont menacés, d'autres disparaissent. Même aujourd'hui, depuis son refuge, Amadou Moussa par- sème son récit de silences et d'omissions. La peur ne disparaît jamais tout à fait. «Les gens changent, mais le système reste le même, vous savez.»

## Grande inquiétude

Des histoires comme celle-là, le Canada aurait pu en écrire 25 000 différentes en 2011, car c'est le nombre de demandes d'asile reçues cette année-là. Un chiffre nettement moins imposant que celui de 2001, avec 44 000 demandes. Mais c'était avant les resserrements provoqués par le 11-Septembre. Et puis la guerre déclarée aux immigrants illégaux à l'arrivée, en 2010, de 600 Sri-Lankais entassés sur un bateau sur les côtes de la Colombie-Britannique. «Le Canada change sa loi pour éliminer ceux qui soi-disant abusent du système, mais il a lui-même réussi à réduire de moitié le nombre de demandeurs avec des politiques très agressives de distribution de ses visas», explique M<sup>e</sup> Richard Goldman, responsable du volet Protection des réfugiés à la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI). «C'est déjà devenu un vrai casse-tête d'entrer au Canada. C'est ça, le vrai défi. Maintenant, on veut les empêcher de rester.»

Dans les groupes de soutien aux réfugiés, l'inquiétude est palpable. L'entrée en vigueur du nouveau système canadien d'octroi de l'asile (intégré à la Loi visant à protéger le sys-

tème d'immigration du Canada), le 15 décembre prochain, signe selon eux une nouvelle ère. Celle où le Canada pourrait perdre sa réputation de pays respectueux des conventions, généreux, au sens humanitaire aigu. «Avec cette nouvelle loi, notre système conçu à la base pour protéger des citoyens en dan-



Amadou Moussa a fui le Niger, son pays d'origine, où il a subi la torture pour avoir contesté le régime autocratique.

ger risque d'en retourner de plus en plus vers la persécution», ajoute M<sup>e</sup> Goldman.

## Vulnérable aux abus

Avec C-31, Citoyenneté et Immigration Canada entend devenir «plus rapide et plus équitable», selon l'annonce formulée par le ministre Jason Kenney le 30 novembre dernier. «Les demandeurs d'asile fuyant vraiment la persécution obtiendront vraiment notre protection, alors que ceux dont la demande est infondée ou ceux qui tentent d'abuser de notre générosité aux frais des contribuables seront renvoyés plus rapidement», a dit le ministre.

Le système était-il à ce point vulnérable aux abus? Oui, répond André Baril, directeur des Affaires des réfugiés pour Citoyenneté et Immigration Canada (CIC). «En 2011, les demandeurs d'asile en provenance des pays de l'Union européenne représentaient la plus grande part des demandes, dont 95 %

ont été retirées ou rejetées», explique-t-il. «Et ces gens-là, dans l'ancien système, restaient longtemps avant qu'une décision soit prise et ils profitaient des programmes d'assurance sociale, maladie. C'était un coût énorme pour les provinces.»

Une économie de 1,6 milliard en cinq ans ne manque jamais d'accompagner la promesse de rapidité et d'équité faite par les conservateurs pour appuyer cette réforme controversée. Les coûts individuels, eux, inquiètent les groupes, qui reconnaissent qu'il n'existe aucune manière de savoir ce qu'il adviendra de chacun des demandeurs d'asile que le Canada retournera dans leurs pays d'origine.

## Plus rapide et équitable?

De l'ensemble des changements apportés, la réduction des délais avant le passage à l'audience et la création de différentes catégories de demandeurs, soumis à des recours distincts, effraient les détracteurs du système. Là où on promet une ouverture accrue, ils ne discernent que fermeture.

Même le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'inquiète des nouveautés mises en place par le Canada. Dans son mémoire soumis en réaction au projet de loi, il prend soin de rappeler l'«exemple» que constitue le système canadien et confie son souhait de pouvoir «continuer d'affirmer que le Canada est un modèle de protection des réfugiés».

Les délais avant audience (30, 45 ou 60 jours après la demande) lui paraissent rapides. «La rapidité du traitement ne doit pas compromettre l'équité.»

Ainsi, note le HCR, prouver ne serait-ce que son identité à l'aide de documents officiels peut s'avérer long et ardu. Pour Amadou Moussa, arrivé au Canada sans l'ombre d'un papier, ce fut périlleux. «J'ai dû demander à des agences complices, là-bas, au Niger, de trou-

ver mon vrai acte de naissance et de le prendre en cachette, à leurs risques et périls. Juste pour avoir ce document, il a fallu 45 jours. Les preuves exigées par la Commission, ça prend du temps pour les produire.»

Autre source d'inquiétude: la liste de pays d'origine désignés (ou pays sûrs, présumés par le gouvernement exempts de risque de persécution, torture ou traitement inhumain), qui devrait être connue, en partie du moins, le 15 décembre. Si elle comprenait le Mexique et la Hongrie, comme certains le craignent, plusieurs redoutent qu'on ne refuse l'accès à des Roms ou des Mexicains traqués dans leur pays, pourtant officiellement considérés comme des «démocraties».

«On est en train de créer une inquiétante catégorisation des réfugiés», note Stephan Reichhold, directeur de la TCRI. «Personne n'ose vraiment mettre la hache dans le système, car on a signé la Convention

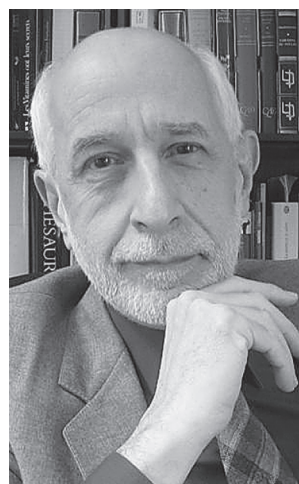
**Centre culturel chrétien de Montréal**

**Splendeurs de Noël !**

**Concert de la chorale de l'église unie Saint-James**

Jeu, di, le 13 décembre 2012, à 19 h 30

Église des dominicains,  
2715, Côte-Sainte-Catherine, Montréal  
Contribution suggérée: 20\$ - 514.738.6664  
<http://www.cccmontreal.org>



**Congédié?**

Voyez

**François Gendron**

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

**Sophie  
DOWNS**

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

**Psychologue clinicienne**

ADULTES • COUPLES

25 ANS D'EXPÉRIENCE

**514 • 861 • 0630**

VIEUX-MONTRÉAL

[www.artisan-du-store.ca](http://www.artisan-du-store.ca)

★ ★ ★ ★ ★

**SOLUTION CERTIFIÉE 5 ÉTOILES**

[www.stores-de-qualite.ca](http://www.stores-de-qualite.ca)

**L'Artisan  
du Store**



Fabriqué  
au Québec

**Claude Bouchard**  
SOLUTION CERTIFIÉE  
5 ÉTOILES ★★★★★  
514-796-8677

**OPAQUE, SOLAIRE  
ou TRANSLUCIDE**

- Stores motorisés
- Toiles à rouleau
- Stores romains
- Panneaux coulissants
- Stores verticaux PVC
- Stores horizontaux de bois, de PVC, de métal
- Toiles pour verrière
- Stores extérieurs
- Persiennes

**TOILES SOLAIRES  
DÉCORATIVES  
MOTRISÉES**



**STORES SUR MESURE**

**50%**  
de rabais  
OU  
**INSTALLATION  
GRATUITE**

**STORES DE BOIS  
TEINTURE ESSUYÉE**



**ESTIMATION  
GRATUITE**

RÉSIDENTIEL et COMMERCIAL  
MONTRÉAL : 514-231-8677  
LONGUEUIL : 450-445-9829  
LAVAL : 450-627-3716  
REPERTIGNY : 450-585-7577  
TERRBONNE : 450-437-4666  
TR-RIVIÈRES : 819-696-8677  
QUÉBEC : 418-654-8677  
BROMONT : 450-534-3477  
ST-SAUVEUR : 450-227-7377

# DES RÉFUGIÉS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

D'origine égyptienne, Zaki a été emprisonné de 2002 à 2006 parce que des policiers avaient découvert son homosexualité. Plus de 80 pays dans le monde criminalisent encore les relations homosexuelles.

RÉFUGIÉS « SEXUELS »

## Groupe à part, groupe à risque

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Dans leur pays d'origine, Jennifer, Zaki et Trudi, dont la singulière histoire de réfugiés issus de minorités sexuelles a été retracée dans le documentaire de l'Office national du film *Une dernière chance*, n'étaient pas victimes de méchants quolibets se moquant de leur identité sexuelle. Ils étaient en danger de mort. Plus de 80 pays dans le monde criminalisent encore les relations homosexuelles.

Citoyenneté et Immigration Canada ne collige aucune statistique en fonction des catégories de réfugiés (minorités sexuelles, politiques, religieux), mais des chercheurs particulièrement intéressés par ce groupe fuyant la persécution pour des raisons aussi intimes estiment à environ 560 le nombre de ces demandes entre 2009 et 2011, sur un total d'environ 25 000.

Ils et elles arrivent tout droit de nations démocratiques qui toutefois ne tolèrent pas la différence sexuelle. La Jamaïque, par exemple, d'où vient la Trudi du film, est l'un des pays qui rejettent le plus violemment, avec coups et blessures, les gais, lesbiennes, transgenres et bisexuels.

### Le projet de loi C-31

Nicole LaViolette, professeure de droit à l'Université d'Ottawa et qui donne, depuis 1995, de la formation aux commissaires pour les outiller dans leur manière d'aborder ces questions de l'intime avec des demandeurs en audience, s'inquiète des impacts du projet de loi C-31 sur ces groupes. « La nouvelle philosophie du gouvernement est de privilégier par exemple la sélection des réfugiés, en allant les chercher dans les camps, explique-t-elle. Mais ces groupes-là ne vont pas dans les camps de réfugiés, précisément parce que, dans leur pays, ils ne pourraient pas y survivre, tant ils sont victimes, même au sein du camp, des préjugés et de la persécution. »

Pour d'autres juristes tels Sean Rehaag, professeur à l'Osgoode Hall Law School de l'Université York, les minorités sexuelles seront fragilisées par le truchement de la liste des pays d'origine désignés, réputés sûrs de manière générale, et de laquelle découleront des limites imposantes pour les demandeurs qui en proviendront.

« Ces demandeurs auront accès à une audience en très peu de temps [30 jours], ils n'auront pas accès au tribunal d'appel et ils pourront être expulsés du Canada alors même que la Cour fédérale n'aura pas encore statué sur le rejet de leur demande, explique le professeur. La recherche récente démontre pourtant que ces demandeurs sont souvent issus de pays où existe une faible taux de demandes. Leurs pays peuvent donc être "sûrs" pour une majorité de demandeurs, mais au contraire très dangereux pour les minorités sexuelles ou les femmes victimes de violence. On peut s'attendre à un taux de rejet plus important pour ces personnes, qu'on retournera vers la persécution. »

### Perdre une réputation d'ouverture

Le Canada pourrait donc perdre une réputation d'ouverture envers les minorités sexuelles qu'il s'était solidement taillée dans le monde, et ce, depuis le début des années 1990. « Le Canada a été un leader pendant de nombreuses années à ce chapitre, poursuit M. Rehaag dans un entretien accordé par courriel. Les cours canadiennes ont été parmi les premières dans le monde à reconnaître cette forme de persécution comme un motif de demande d'asile. »

À Citoyenneté et Immigration Canada, on rétorque que le nouveau système n'inclut aucune modification visant ce groupe en particulier, comme l'explique André Baril, directeur, Affaires des réfugiés. « Ce volet n'a pas changé. Et la Commission de l'immigration du Canada reste l'un des organismes les plus équitables dans le monde pour ces groupes-là. Le principe de base est celui-ci: tout le monde aura droit à une audience, peu importe le pays d'origine. Dans ce contexte-là, on ne voit pas vraiment le biais que pourrait créer la réforme. »

Quant aux injustices que pourrait causer une liste de « pays sûrs », Ottawa assure que chaque cas sera évalué sur le fond. Mais advenant qu'un rejet soit porté en Cour fédérale pour révision judiciaire, la personne déboutée sera retournée dans son pays d'origine même si la décision est pendante, sans recours au sursis automatique comme jadis. On le fera revenir si d'aventure la décision est infirmée? « Oui, il sera possible de faire revenir la personne », répond André Baril.

## Les changements apportés à la loi

Trop de demandes d'asile en provenance de pays réputés démocratiques, trop de fonds publics dépensés pour des gens qui abusent d'un généreux système: telle est la promesse sur laquelle fut imaginé le nouveau système canadien d'octroi de l'asile, dont les objectifs sont d'être plus rapide et plus équitable. Son entrée en vigueur officielle est le 15 décembre prochain.

Sujet	Avant	Après
<b>Délais de traitement</b>	Environ 18 mois avant une première audience.	<b>30, 45 ou 60 jours</b> selon la catégorie de demandeurs, avant l'audience initiale. On estime que pour les déboutés, les renvois pourraient être quasi immédiats.
<b>Section d'appel des réfugiés</b>	Aucune section d'appel.	<b>Accès à un tribunal d'appel distinct de la Cour fédérale</b> pour tous les demandeurs sauf: les demandeurs provenant de pays d'origine désignés, les demandeurs avec demande infondée, les demandeurs dont l'arrivée est dite irrégulière (par exemple, le cas des Roumains cette semaine à la frontière de Stanstead, entre le Québec et le Vermont, associé par le ministre Jason Kenney à un passage de clandestins).
<b>Pays d'origine désignés</b>	Aucun pouvoir de désigner le pays d'origine.	<b>Nouveau pouvoir</b> (discrétionnaire du ministre) de désigner les <b>pays d'origine aux fins du traitement accéléré</b> . Un POD est un pays qui n'est habituellement pas une source de réfugiés, qui respecte les droits de la personne et qui offre une protection de l'État.
<b>Délais avant renvoi</b>	En moyenne, 4,5 ans s'écoulaient entre la demande d'asile et le renvoi d'un débouté après épuisement de tous les recours. Parfois, cela pouvait aller jusqu'à 6 ou même 10 ans.	<b>Disparition du sursis automatique de renvoi</b> entre autres pour les demandeurs venus d'un POD et ceux dont l'arrivée est désignée irrégulière

Source: Citoyenneté et Immigration Canada

## Venir en aide aux âmes et aux corps écorchés

**D** Lire aussi: Des soins particuliers pour les victimes de torture. Nombre de réfugiés frappent à la porte du Canada après avoir subi les affres de la violence organisée, des séances de torture laissant des marques à la fois physiques et psychologiques. Le Nigérien d'origine Amadou Moussa raconte comment on l'a aidé à panser ses plaies, pendant que des organismes dont la mission est précisément de venir en aide à ces âmes et corps écorchés s'inquiètent des lendemains sans moyens. [ledevoir.com](http://ledevoir.com)



JAMES LAWLER DUGGAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Un opposant au régime syrien montre les marques de torture sur son dos.

## VOYAGES TRANSASIE



SÉANCES D'INFORMATION

À MONTRÉAL  
LES 8 ET 22 DÉCEMBRE 2012,  
À NOTRE BUREAU  
DE 13H À 15H

2013  
NOUVEAUX CIRCUITS,  
NOUVELLES ATTRACTIONS

**SÉRIE CLASSIQUE PREMIER VOYAGE EN CHINE ?**

2013 **LA CHINE À TRAVERS SES PAYSAGES 23 JRS**  
Visites: Beijing-Xi'an-Wuhan - 3 gorges (croisière 5★)-Chongqing-Chengdu-Leshan-Guilin-Suzhou-Xitang-Shanghai-Hongkong  
DÉPARTS: tous les vendredis de mars à novembre en 2013 À partir de **3049\$**

2013 **RÊVE DE CHINE 14 JRS**  
Visites: Beijing-Xi'an-Guilin-Suzhou-Xitang-Shanghai-Hangzhou  
DÉPARTS: tous les vendredis de mars à novembre en 2013 À partir de **2358\$**

**SÉRIE «LA CHINE SAUVAGE» VOYAGE APPROFONDI**

2013 **LA CHINE QUE VOUS N'AVEZ JAMAIS VU 22 JRS (JIUZHAIYOU + ZHANGJIAJIE)**  
Visites: Beijing-Xi'an-Huanglong-Jiuzaigou-Chengdu-Chongqing-Croisière de Luxe 5★-Yichang-Zhangjiajie-Cité de la Phénix-Xitang-Suzhou-Shanghai  
DÉPARTS: 13 avril, 25 mai, 1er juin, 20 juillet, 3, 10 sept., 8, 22, 29 oct. 2013 À partir de **3698\$**

2013 **LA CHINE SAUVAGE - JIUZHAIYOU, 18 JRS**  
Visites: Beijing-Xi'an-Jiuzaigou (magie des couleurs)-Chengdu-Chongqing-Croisière de luxe sur le fleuve Yangtze-Guilin-Shanghai  
DÉPARTS: 25 mai et 26 octobre 2013 À partir de **3580\$**

2013 **LA CHINE MYTHIQUE 29 JRS**  
Visite: Beijing-Xi'an-Wuhan-Trois gorges (croisière 5★)-Chongqing-Chengdu-Jiuzaigou-Guilin-Suzhou-Shanghai-Hongkong  
DÉPARTS: 15 mars, 7 juin, 18 oct., 8 nov. 2013 À partir de **3998\$**

POUR PLUS D'INFORMATION, CONSULTEZ LE **WWW.TRANSASIE.COM**  
Adresse de notre bureau: 1672, avenue Lincoln, Montréal (Qc) H3H 1G9

**514 932-8388 1 888 932-8388**

Paiement par carte de crédit sans frais de transaction.

Prix valide jusqu'au 15 décembre 2012. Prix par pers. en occupation double incluant: 1. Les hôtels; 2. Les transports internationaux et locaux; 3. Billets d'entrées; 4. Tous les repas mentionnés et soirées culturelles; 5. Les services de guides francophones; 6. Taxes et coût de la contribution au fonds d'indemnisation des clients des agences de voyages.

Permis du Québec 720844

**CROISIÈRE DE LUXE avec chambre et balcon privé, c'est garanti.**

Université d'Ottawa

## INSTITUT D'ÉTUDES DES FEMMES

- Bourse de chercheure invitée de la Banque de Montréal en études des femmes 2013-2014
- Domaine: Femmes ou rapports sociaux de sexe
- Durée: 3 à 6 mois (de septembre à avril)
- Valeur: somme maximale de 4 000 \$ pour frais de recherche ou de voyage
- Date de clôture: 31 décembre 2012

Pour plus d'information:

[www.sciencessociales.uOttawa.ca/fem/chercheuses-invitees](http://www.sciencessociales.uOttawa.ca/fem/chercheuses-invitees)



uOttawa

Faculté des sciences sociales  
Faculty of Social Sciences

## ACTUALITÉS

ATTENTAT DU MÉTROPOLIS

## Richard Bain subira une évaluation psychiatrique

SIDHARTHA BANERJEE

Richard Henry Bain, l'homme accusé d'avoir ouvert le feu aux abords du Métropolis et d'avoir tué un homme, le soir de la victoire électorale du Parti québécois, subira une évaluation psychiatrique pour déterminer s'il est apte à subir un procès.

Bain est apparu brièvement au Palais de justice de Montréal vendredi. Se lançant dans une longue diatribe, il a tout d'abord tenu à célébrer un «jour saint», soit l'anniversaire de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, le 7 décembre 1941.

Bain a ignoré les demandes répétées du juge Robert Marchi de cesser de divaguer et de se concentrer sur la question de son avocat, à savoir s'il savait pourquoi il se trouvait en cour.

«Je suis un soldat chrétien et nous n'arrêterons jamais de combattre les séparatistes diaboliques», a lancé en anglais l'accusé. «Je me bats pour la liberté, la démocratie, la justice et pour le droit de parler ma langue maternelle.»

## Un ambassadeur

L'accusé a plusieurs fois fait référence à Jésus et a parlé d'une mission divine pour laquelle le Christ l'avait choisi comme ambassadeur. «Je suis ici aujourd'hui parce que mon seigneur et sauveur m'a transmis sa vision de paix et d'harmonie pour tous les Canadiens», a-t-il lancé, ajoutant que «ce problème séparatiste, qui a cours depuis 45 ans, ne sera plus».

Après ces propos, le juge chargé de l'affaire a admis qu'une évaluation psychiatrique était nécessaire. Bain reviendra en cour le 17 décembre.

L'avocate désignée d'office de l'accusé, Elfriede Ducleril, a déclaré aux journalistes qu'il était impossible de préparer une défense pour son client. «M. Bain nous répète les mêmes choses, il est toujours dans le même discours: il est un guerrier de Dieu, il est en mission, c'est Jésus qui l'a choisi, il est un ambassadeur», a-t-elle précisé.

«Certains propos ont été tenus, et à la suite de tout ce qui s'est passé, une demande a été faite, par la défense, pour que le juge entérine la suggestion d'envoyer monsieur [Bain] en évaluation psychiatrique», a de son côté indiqué le porte-parole du Directeur des poursuites criminelles et pénales, Jean-Pascal Boucher.

Bain, propriétaire d'un camp de chasse et pêche, fait face à 16 chefs d'accusation, dont un de meurtre prémédité, trois de tentative de meurtre, un de voies de fait graves et un autre pour incendie criminel.

Denis Blanchette, un technicien de scène âgé de 48 ans, a été abattu à l'extérieur de la salle de spectacle montréalaise.

La semaine dernière, la première ministre Pauline Marois a déclaré sur les ondes de l'émission *Tout le monde en parle* qu'elle croyait que Bain l'avait spécifiquement ciblée le soir de l'élection.

La Presse canadienne

## F-35: Ottawa refuse de calmer la tempête

Le gouvernement fédéral aurait en main un rapport négatif sur l'achat des avions

LINA DIB

Ottawa — Le gouvernement fédéral refuse de calmer la tempête soulevée par les révélations, jeudi soir, de l'existence d'un rapport négatif sur l'achat des avions de combat. Il prêche plutôt la patience.

Le bureau de la ministre des Travaux publics a confirmé tard jeudi soir avoir en main un rapport de la firme KPMG sur le coût de l'achat des F-35. La ministre Rona Ambrose s'engage à rendre ce rapport public la semaine prochaine. En attendant, ni elle ni son collègue ministre de la Défense, Peter MacKay, ne veulent dire ce qui adviendra du projet.



Peter MacKay

Le rapport évaluerait le coût des 65 avions à 40 milliards de dollars. C'est 15 milliards de plus que l'évaluation du vérificateur général, une évaluation qui dépassait déjà largement le prix de 16 milliards avancé par le gouvernement conservateur.

Les partis d'opposition réclament maintenant que le gouvernement revienne à la case départ dans ce dossier, établisse les besoins du Canada pour le remplacement des CF-18 et fasse un appel d'offres ouvert et transparent.

Les libéraux font un pas de plus et demandent aussi la tête du ministre de la Défense.

«Je ne vois pas comment M. MacKay peut rester comme

ministre de la Défense», a lancé le chef par intérim du Parti libéral du Canada, au cours d'un point de presse à Toronto, vendredi matin, accusant le ministre d'avoir trompé les Canadiens sur le coût réel des avions.

Le ministre MacKay n'a pas relevé le gant pendant la période des questions, laissant le secrétaire parlementaire aux Travaux publics, Jacques Gourde, répondre à l'opposition. Et quelle que soit la question, M. Gourde a lu la même réponse: «Nous sommes déterminés à mener notre plan en sept points et notre démarche exhaustive et transparente pour remplacer la flotte vieillissante des CF-18 du Canada. Notre plan en sept points prévoit un examen des options qui n'est pas limité par l'énoncé des besoins.»

Cette réponse, le député Gourde l'a lue 12 fois, poussant le bloquiste Jean-François Fortin à demander si le député voulait «pratiquer ses chansons à répandre du temps des fêtes».

À sa sortie de la Chambre, le ministre MacKay, intercepté par les journalistes, n'a pas rajouté grand-chose aux efforts de son collègue Gourde. «On a spéculé beaucoup au cours des 24 dernières heures. Je peux vous dire que nous suivons le plan en sept points [...] et la semaine prochaine, il y aura une discussion ouverte et transparente sur les prochaines étapes que nous allons suivre pour remplacer les CF-18», s'est-il contenté de dire avant de s'éloigner sans répondre aux questions.

La Presse canadienne

QUÉBEC

## Les Plaines exigent des redevances pour les mégaconcerts

ISABELLE PORTER

à Québec

La Commission des champs de bataille nationaux (CCBN) a décidé d'imposer des redevances aux producteurs de spectacles qui veulent utiliser les Plaines. Son coût ne devrait toutefois pas avoir trop d'impact sur les événements.

La redevance reposera sur un petit pourcentage des ventes de billets et un montant forfaitaire pour chaque jour d'utilisation du site.

Cette deuxième mesure, croit-on, devrait inciter les producteurs à limiter le nombre de jours où les équipes de production occupent les lieux.

«On veut réinvestir dans les aménagements du parc, explique la porte-parole Joanne Laurin. On juge que les usagers perdent une partie de leur jouissance du parc à cause des événements.»

Il s'agirait toutefois d'une contrainte modeste puisque seuls les organismes privés seront taxés sur les billets, et ce, pour moins de 2\$ par billet. Quant au montant pour l'occupation du site, il s'élève à 1000\$ par jour, mais la facture sera moins élevée pour les organismes sans but lucratif, comme le Carnaval et le Festival d'été de Québec (FEQ).

Le FEQ n'a pas voulu commenter l'affaire vendredi, résér-

vant ses commentaires pour la semaine prochaine. Sa compagnie sœur, 3E, qui a produit le spectacle *The Wall*, est aussi touchée par le changement.

Le producteur du spectacle de Madonna, Québecomm, a quant à lui reconnu que ce n'était pas très cher. «La différence maintenant, c'est qu'au lieu de coûter de 1,2 million à 1,7 million de dollars pour monter un site, ça va coûter de 1,26 million à 1,76 million», a résumé le patron de l'entreprise, Sylvain Parent-Bédard.

Québecomm est même plutôt soulagée puisqu'elle craignait qu'on lui refuse tout simplement l'accès aux Plaines. En octobre, c'est ce que la

CCBN avait suggéré, à la suite des mégaconcerts de *The Wall* et de Madonna qui venaient s'ajouter à ceux du Festival.

La présidente de son conseil d'administration, Margaret Delisle, avait déclaré que «c'était fini», que ce n'était pas «dans [leur] mission d'accepter à répétition des mégaspectacles comme ça».

Or elle s'était vite fait rabrouer par le maire de Québec, Régis Labeaume. «Les Plaines, ça ne peut pas servir juste à quelques bourgeois qui promènent leurs chiens!», avait-il lancé, forçant M<sup>me</sup> Delisle à revenir sur ses propos.

Le Devoir

Votre sanctuaire hivernal.  
 Vos idées cadeaux coups de coeur.

À partir de 50\$



balnea<sup>MD</sup>  
 réserve thermale

319 ch. du Lac Gale, Bromont-sur-le-lac  
 450.534.0604 • balnea.ca

## ACTUALITÉS

## Histoire des parents meurtriers

Les femmes bénéficient plus souvent de l'acquittement pour cause d'aliénation mentale

CAROLINE MONTPETIT

Dans l'histoire, les femmes responsables du meurtre d'un ou plusieurs de leurs enfants ont été jugées moins sévèrement que les hommes. C'est qu'elles ont été beaucoup plus nombreuses à être acquittées pour cause d'aliénation mentale.

C'est ce que disait vendredi l'historienne Marie-Aimée Cliche, dans la foulée du drame de Drummondville qui a coûté la vie à trois enfants. Marie-Aimée Cliche est l'auteur du livre *Ivres, fous ou méchants?*, paru chez Boréal sur l'histoire des parents meurtriers au Québec.

De 1775 à 1965, plus de mères que de pères ont tué leur enfant au Québec, et un pourcentage beaucoup plus important de

mères a obtenu un acquittement pour cause d'aliénation mentale.

## Encore aujourd'hui

Et le phénomène se poursuit aujourd'hui, rapporte-t-elle, puisque de 1997 à 2007, 35 % des mères filicides ont obtenu l'acquittement pour aliénation mentale, contre seulement 8 % des pères.

« Une personne est déclarée folle lorsqu'elle est incapable de comprendre la nature de ses gestes et est incapable de distinguer le bien du mal. Il ne suffit pas que la personne soit folle ou dépressive ou mélancolique, il faut qu'au moment du meurtre, elle ait été incapable de distinguer le bien du mal. » Ce qui a été accordé par le tribunal, à l'étonnement de plusieurs, dans le cas de

l'ex-cardiologue Guy Turcotte, après le meurtre de ses deux enfants.

Ce qui est nouveau, par contre, c'est que les hommes sont devenus plus nombreux à tuer leurs enfants que les femmes, au cours des cinquante dernières années.

Selon M<sup>me</sup> Cliche, ce phénomène pourrait être attribuable au fait que les femmes sont plus indépendantes financièrement et qu'elles divorcent plus facilement. Elles obtiennent également plus facilement la garde des enfants. Certains hommes, ne pouvant supporter la séparation, préfèrent faire disparaître leur progéniture.

De plus, les filicides, c'est-à-dire le meurtre du conjoint avec les enfants, sont des gestes à peu près exclusivement masculins.

« Ce type de crime est essentiellement masculin, ce que Wilson, Daly et Daniele expliquent de la façon suivante: les hommes se sentent propriétaires de leur femme et de leurs enfants, tandis que les femmes éprouvent ce sentiment de propriété envers leurs enfants seulement », écrit M<sup>me</sup> Cliche.

La présence accrue des hommes parmi les filicides au cours des dernières années explique sans doute que le comité d'experts sur les homicides familiaux ait demandé un meilleur dépistage de la détresse des personnes à risque, « surtout celle des hommes ».

Paradoxalement, le premier filicide à survenir après le dépôt du rapport met en cause une mère.

Le Devoir

LE 8 DÉCEMBRE  
**SUPER**  
**SAMEDI** **25%**  
 LIMITE DE 3 BOUTEILLES PAR PRODUIT  
 JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

RABAIS DE  
**8,60 \$**  
 25,65 \$  
 34,25 \$



RABAIS DE  
**5,10 \$**  
 14,95 \$  
 20,05 \$



RABAIS DE  
**4,75 \$**  
 14,20 \$  
 18,95 \$



RABAIS DE  
**16,50 \$**  
 45,75 \$  
 62,25 \$



RABAIS DE  
**6,95 \$**  
 19,80 \$  
 26,75 \$



La modération  
 a bien meilleur goût.

EducValcool

18+

Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac, SAQ Dépôt, SAQ Signature et SAQ.COM exclus. L'offre Economisez 25 % sur ces 5 produits est en vigueur le samedi 8 décembre 2012 seulement, jusqu'à la fermeture de la succursale ou l'épuisement des stocks, selon la première éventualité. Limite de 3 bouteilles par produit, par client, par transaction, pour chacun des produits suivants: Farnito, cabernet-sauvignon, toscana i.g.t. (code SAQ: 00963389); Sortilège, liqueur de whisky canadien et de sirop d'érable (code SAQ: 00522482); Kim Crawford, sauvignon blanc, marlborough (code SAQ: 10327701); Duval-Leroy Cuvée Design Paris Brut, champagne a.o.c. (code SAQ: 10516414); Georges Dubouff, brouilly a.o.c. (code SAQ: 00070540). Quantités limitées à 67 000 caisses pour tout le réseau. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

PRENEZ GOÛT  
 À NOS CONSEILS



## ACTUALITÉS

## RÉFUGIÉS

SUITE DE LA PAGE 1

Paul Émile d'Entremont ou pour *Le Devoir* à l'occasion de l'unique entrevue qu'elle a voulu accorder, il s'agit de l'acte de naissance d'un ancien garçon qui, dès l'âge de quatre ans, portait des vêtements féminins. « *Quand j'ai décidé de faire ce changement à l'adolescence, ma famille a refusé, mais je leur ai dit que je partirais, que j'étais prête à dormir dans la rue. Mais j'allais dormir en femme!* »

Ce besoin viscéral allait entraîner son lot de traumatismes, pour elle et pour les siens. Il faut d'ailleurs entendre sa mère parler de son fils (et non de sa fille!) en des termes d'une rare violence. Mais Jennifer refuse de la condamner, d'abord par amour, et parce qu'elle fréquente d'autres transsexuelles québécoises : plusieurs mères de ses copines pensent la même chose que la sienne.

Pour celle dont la masculinité est bien cachée, le départ vers le Canada relevait d'une question de vie ou de mort, surtout après un passage obligé, et payé par ses parents, à l'hôpital psychiatrique. « *Je voulais vivre dans un pays libre pour être enfin moi-même.* »

## Identité sexuelle et persécution

Dans *Une dernière chance*, l'illustration du parcours de Jennifer représente ce que le cinéaste ambitionnait d'accomplir pour tous ses personnages : les suivre de leur pays d'origine à leur pays d'accueil. Désirant d'abord mieux connaître la réalité des gais dans le monde arabe à la suite d'un incident en apparence anecdotique (lors d'un tournage en Jordanie, un chauffeur lui avait affirmé que, dans ce pays, l'homosexualité, ça n'existait pas), celui qui travaille également comme réalisateur pour RDI à Halifax a pris contact avec des militants d'ici et d'ailleurs. Ceux-ci avaient dans leurs classeurs de longues listes de demandeurs d'asile pour qui l'identité ou l'orientation sexuelle constituait un arrêt de mort. Mais il fallait aussi les convaincre de participer à une production de l'Office national du film qui aurait une large diffusion sur Internet.

Après avoir relevé le défi de la persuasion, il fallait observer et documenter tout ce parcours sinués, qui s'est étendu sur une période de trois ans ! Il s'amuse encore de sa naïveté d'avoir cru que deux ans suffiraient amplement à montrer les aléas d'un système qui suscite angoisses, espoirs et déceptions.

Ce sont d'ailleurs des sentiments qu'éprouve avec beaucoup d'intensité Trudi, une Jamaïcaine de Kingston, lesbienne, prisonnière d'« *une ville dangereuse et homophobe* », selon Paul Émile d'Entremont. La tension était d'ailleurs si forte que la jeune femme a longtemps été convaincue qu'elle ne verrait jamais le Canada. « *Elle a non seulement été violée, évoque le cinéaste, mais battue par des membres de la famille de sa copine. Être battue, c'était un avertissement ; la prochaine fois, on allait la tuer.* »

## Zaki en prison

Pour fuir l'inévitable, elle a trouvé refuge à Toronto, tout comme Jennifer qui vit maintenant à Montréal. Avant elles, et avec le même succès, Zaki avait aussi pris le chemin de la liberté. Cet Égyptien d'origine est établi au Québec depuis 2006. Emprisonné de 2002 à 2006 parce que des policiers avaient découvert son homosexualité, ce diplômé en génie électrique issu d'une famille de la classe moyenne et de confession copte allait vivre l'expérience la plus traumatisante de sa vie.

Il l'évoque dans le film et en parle au *Devoir* avec la même pudeur, préférant oublier la vio-

## Les larmes amères de Carlos

ANDRÉ LAVOIE

Il n'y a pas que des *happy ends* dans *Une dernière chance*. Le cinéaste Paul Émile d'Entremont a suivi le parcours inversé de Carlos, un réfugié colombien parfaitement intégré à Montréal, et pour qui tout s'est écroulé le 19 septembre 2011, jour de son retour forcé dans son pays. « *J'ai mis cinq ans de ma vie dans deux valises pour aller m'enfermer dans un placard* », écrit-il sur un ton amer. Rejoint à Bogotà par courriel, et non par téléphone pour des raisons de sécurité, ce père d'un jeune homme de 18 ans n'a pas réussi à convaincre une juge « *incompétente* » que son homosexualité constituait une épée de Damoclès. Dans un message empreint de détresse, il évoque sa crainte des représailles, et son mutisme étouffant face à son entourage : « *À tous les jours, j'ai peur d'être agressé dans la rue. Cacher mon homosexualité, c'est la seule façon de me protéger, et de protéger mon fils.* » Il semble alors lointain, le souvenir de son existence canadienne avec son amoureux, ses amis, son travail et un engagement sans faille au sein de la communauté gaie. Bien malgré lui, Carlos constitue un exemple de la difficulté pour les réfugiés homosexuels de prouver leur véritable identité, la présence de son fils constituant peut-être une preuve... d'hétérosexualité. Et pourtant... Ce qu'il considère comme « *une analyse peu professionnelle de [son] cas, de [sa] vérité* » n'a pas altéré son « *amour du Canada et de ses lois* », songeant à notre pays avec l'aura d'un paradis perdu. À lire ses angoisses, écrites dans un français hésitant mais si touchant, on comprend que même le chaud soleil de Bogotà aura du mal à les dissiper.

lence d'un lieu sordide, entassé parmi plus de vingt prisonniers dans la même cellule. Si son seul crime était d'être attiré par les hommes, cette « *faute* », il ne l'a jamais révélée à sa famille, qui insistait toujours pour qu'il se marie... avec une femme. Même à Montréal, devenu depuis citoyen canadien, la perspective de dévoiler

ce secret pose problème, ses proches refusant même de discuter de son séjour en prison.

Zaki se fait critique à l'égard de son pays d'accueil (ses compétences d'ingénieur ne sont pas reconnues et ce blocage l'a forcé à retourner à l'université pour décrocher un diplôme en informatique), mais il ne troquerait pas sa liberté, son passeport canadien... et le simple plaisir de marcher dans la rue. « *Quand je vais en Égypte, même la façon dont je m'habille [qui n'a pourtant rien d'excentrique] me procure beaucoup d'insultes.* » Lorsqu'on lui parle du printemps arabe, de la chute du président Moubarak, il affiche un optimisme prudent. « *Mon pays d'origine est plus divisé que jamais. Après 30 ans de dictature, on ne peut pas assister à une transition simple.* »

Zaki ne tient pas à voir de près ces transformations. « *Je connais les idées de ce pays sur l'homosexualité. Pourquoi chercher le trouble? L'Égypte n'est pas devenue meilleure parce que j'étais derrière les barreaux.* » Et ce n'est pas sans tristesse qu'il évoque sa rencontre avec le policier qui l'a piégé : « *Même lui trouvait que j'avais subi une peine sévère!* »

Il pousse un soupir de soulagement en constatant à quel point il a frappé au bon moment à la porte du Canada. La nouvelle loi C-31 du gouvernement conservateur va rendre la vie encore plus dure aux demandeurs d'asile. Paul Émile d'Entremont, qui évoque l'impact de ces modifications dans son film, veut rappeler à tous ses concitoyens que la tradition d'accueil du Canada comprend aussi celle des gais, des lesbiennes et des transsexuelles, et qu'elle est compromise. Mais par-dessus tout, pour les Jennifer et Zaki de ce monde, « *je me devais de leur donner un peu d'espoir.* »

Collaborateur du Devoir

Le documentaire *Une dernière chance* de Paul Émile d'Entremont, produit par l'ONF, peut être vu en entier, et gratuitement, sur [ledevoir.com](http://ledevoir.com) samedi 8 et dimanche 9 décembre, grâce à une entente spéciale avec l'ONF. Le film est accessible à partir de l'article d'André Lavoie. Il est également disponible sur le site de l'ONF. À compter de lundi le 10 décembre, le film sera accessible à l'adresse [onf.ca/derrierechance](http://onf.ca/derrierechance), en version téléchargeable payante et en vidéo sur demande.

## PRIX LITTÉRAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Alain ROY

pour la traduction de l'essai biographique  
GLENN GOULD  
de Mark Kingwell

« Il fallait du souffle et du courage pour se colleter avec cet essai exigeant. Alain Roy a fait montre d'un constant souci de concision et de précision sans jamais sacrifier les nuances du contenu. »

Conseil des arts du Canada

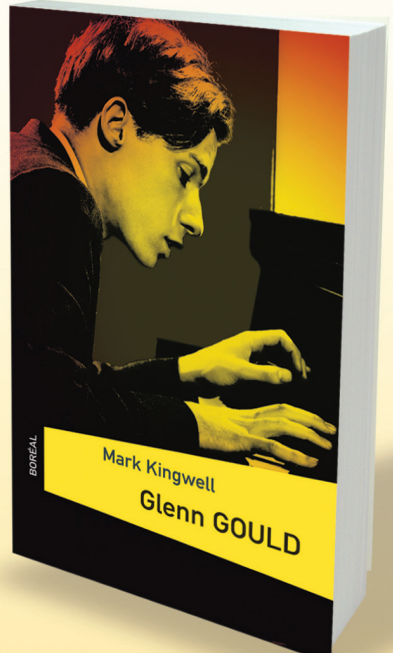
« Mariant brillamment l'élégance du style et les facultés d'analyse, faisant appel à des considérations philosophiques et culturelles, Mark Kingwell réussit l'exploit de dénouer l'énigme Glenn Gould. »

John Terauds, *The Star*

228 pages · 19,95 \$  
PDF et ePub 14,99 \$



Boréal

[www.editionsboreal.qc.ca](http://www.editionsboreal.qc.ca)

## ÉGYPTE

SUITE DE LA PAGE 1

rimètre de sécurité établi la veille par l'armée, mais sans pouvoir entrer dans le complexe, selon une journaliste de l'AFP sur place.

Certains ont tagué des graffitis sur les murs extérieurs du palais. « *Dégage* », enjoignaient-ils au président islamiste.

Aucune violence n'avait toutefois lieu entre les manifestants qui se sont répandus autour du site protégé par un mur d'enceinte et les forces de sécurité, malgré les fortes tensions de ces derniers jours dans ce quartier.

En début de soirée, plus de 10 000 personnes s'étaient rassemblées aux abords du palais. Des chars étaient stationnés à proximité, mais les soldats n'ont fait aucun geste en direction des protestataires, dont certains sont montés sur les blindés pour fraterniser avec les militaires.

Des manifestants ont brocardé M. Morsi comme étant un « *mouton* » inféodé aux Frères musulmans. D'autres ont scandé « *à bas le pouvoir du guide* », en référence à Mohammed Badie, guide suprême de la confrérie dont le président est issu.

## Un pays en crise

Dans le même temps, 2000 islamistes étaient rassemblés dans une mosquée à quelques kilomètres de là, scandant « *Nous sommes tous avec le président* » et « *Morsi, nous l'aimons* ».

« *Nous n'irons au palais présidentiel que s'ils*

[les anti-Morsi] *cherchent à y entrer par la force* », a déclaré un manifestant membre des Frères musulmans, Ayman al-Sawah.

Des manifestations hostiles au président ont aussi eu lieu sur la place Tahrir, dans le centre du Caire, à Hourghada, sur la mer Rouge, et à Qena (sud), selon des témoins. Alexandrie, la grande ville du nord du pays, était pour sa part le théâtre de rassemblements rivaux.

L'opposition avait intitulé cette journée « *vendredi du carton rouge* » pour dénoncer le décret du 22 novembre par lequel le président Morsi a étendu ses pouvoirs et mis ses décisions à l'abri de tout recours en justice, ainsi que le projet de constitution. On l'accuse d'ouvrir la voie à une extension de la loi islamique et d'offrir peu de garanties pour les libertés.

Le vice-président Mekki a toutefois expliqué que M. Morsi était prêt à envisager un report du référendum. À condition que l'opposition garantisse qu'elle ne mettra pas en cause le chef de l'État au motif que le scrutin doit se tenir, selon la loi, deux semaines après la présentation du texte au président.

Signe supplémentaire d'un possible report global du référendum, le vote des Égyptiens de l'étranger, qui devait débiter samedi, a été reporté à mercredi.

## El-Baradei appelle à la retenue

La persistance des tensions politiques fait craindre de nouvelles violences, après les heurts entre pro et anti-Morsi qui ont fait sept morts et des centaines de blessés dans la nuit de mercredi à jeudi près de la présidence.

Dans un discours au ton offensif jeudi soir, M. Morsi avait maintenu son décret et le référendum, tout en appelant l'opposition à un dia-

logue samedi. « *Nous respectons la liberté d'expression pacifique, mais nous ne laisserons jamais personne participer à des meurtres et à des actes de sabotage* », avait-il martelé.

Mohammed El-Baradei, l'une des figures de proue de l'opposition égyptienne, a réaffirmé vendredi qu'un dialogue avec le président Mohamed Morsi dépendait du report d'un référendum constitutionnel et de l'abandon des pouvoirs exceptionnels du chef de l'État.

M. El-Baradei, prix Nobel de la Paix et ancien chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique de l'ONU, a demandé à M. Morsi d'annuler le décret par lequel il s'est octroyé il y a deux semaines des pouvoirs renforcés échappant à tout contrôle judiciaire.

« *Il peut faire cela immédiatement, cette nuit* », a déclaré M. El-Baradei, qui dirige le Front du salut national (FSN), principale coalition de l'opposition libérale et de gauche, sur une chaîne de télévision privée.

Il a également demandé le report du référendum sur un projet controversé de constitution, prévu le 15 décembre.

« *Si Morsi prend ces mesures, il y aura une voie, à travers le dialogue et la compréhension mutuelle, pour toute l'Égypte, musulmane et chrétienne, de se retrouver autour de la table* », a affirmé M. El-Baradei.

M. El-Baradei a appelé les manifestants de tous bords à la retenue, après des affrontements parfois meurtriers ces derniers jours. « *J'appelle tout le monde à ne pas participer à des batailles sanglantes. Nous ne pouvons pas laisser le sang égyptien couler encore et nous devons trouver une issue pacifique à cette crise.* »

Agence France-Presse

## TRUDEAU

SUITE DE LA PAGE 1

autres formations ne bougent pas.

Si l'on place la variable Trudeau dans l'équation, tout change. Les libéraux obtiendraient 31 % si le député de Papineau était leur chef, indique le sondage. Les conservateurs auraient le même score, et le NPD retrouverait la troisième place qu'il a longtemps occupée avec 24 % d'appuis.

L'effet Trudeau se ferait sentir un peu partout au Canada : avec lui comme leader, le parti serait premier dans les Maritimes, à égalité au Québec (avec le NPD et le Bloc québécois) et en Ontario (avec les conservateurs) et deuxième dans les Prairies (où les trois grands partis sont pratiquement à égalité). Dans l'Ouest, la remontée libérale serait importante (+ 9 points en Alberta et autant en Colombie-Britannique), mais insuffisante pour changer le portrait d'ensemble.

Justin Trudeau est pour le moment le seul candidat à la succession de Michael Ignatieff qui entraîne un effet positif, parmi la dizaine de prétendants déclarés. L'ancien astronaute et actuel député Marc Garneau ne nuirait pas au PLC, note-t-on, mais il ne lui permettrait pas de faire de gain notable nulle part. Quant à l'ex-députée Martha Hall Findlay, sa présence ferait chuter les intentions de vote pancanadiennes de six points.

« *Pour le moment, ce n'est qu'une mesure de la notoriété des gens, estime Sébastien Dallaire, directeur de recherche chez Léger Marketing. La course commence à peine, les candidats sont peu connus en général, les idées n'ont pas été débattues. Il n'y a rien de joué.* »

## Politique sans politiques

Surtout pour Justin Trudeau, ajoute-t-il. « *Il est très connu, il attire beaucoup d'attention. Mais le message qu'on a, c'est que les électeurs veulent en savoir plus sur lui. Ils ne sont pas nécessairement convaincus qu'il est prêt. Beaucoup de choses restent à définir. C'est une vedette politique dont on ne connaît pas les politiques.* »

M. Dallaire fait référence à une section du sondage où l'on voit que les Canadiens demeurent partagés sur les compétences de Justin Trudeau. On le pense qualifié, mais pas nécessairement prêt (voir tableau ci-dessous).

Mais de manière générale, la perception des Canadiens est excellente. Une personne sur deux (49 %) a une bonne opinion de Justin Trudeau, contre 21 % de « *mauvaise opinion* ». Seuls 6 % des répondants ne savaient pas qui il était (notoriété de 70 %). Au Québec, il fait encore mieux avec 56 % de bonne opinion et 26 % de mauvaise.

Quand on leur demande s'ils estiment que Justin Trudeau ressemble à Pierre Elliott Trudeau (comme politicien), les répondants sont partagés : 40 % pensent que oui, mais 31 % le trouvent plutôt « *différent* » de l'ancien premier ministre, dont l'héritage est largement salué au pays (56 %).

Par ailleurs, le sondage montre que les Canadiens sont majoritairement insatisfaits du gouvernement Harper et de l'état de plusieurs dossiers (environnement, démocratie, gestion des finances, services sociaux). Pour chaque enjeu, près de 55 % des répondants se sont dits insatisfaits. Seule « *l'image du Canada dans le monde* » obtient un résultat positif, avec 52 % de satisfaction.

Le sondage a été réalisé en ligne auprès de 1500 personnes du 3 au 6 décembre. Les répondants proviennent de partout au Canada. Le sondage est non probabiliste, mais un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de 2,5 % dans 19 cas sur 20, calcule Léger Marketing.

Le Devoir

## L'effet Justin Trudeau

Intentions de vote	Actuel	Avec Trudeau au PLC	Effet Trudeau
Parti conservateur	35 %	31 %	-4 %
NPD	30 %	24 %	-6 %
Parti libéral	18 %	31 %	+13 %
Parti Vert	9 %	7 %	-2 %

Justin Trudeau est-il prêt?	Oui	Non
A-t-il les qualités pour être premier ministre?	46 %	31 %
A-t-il les compétences pour devenir premier ministre?	40 %	36 %
Est-il prêt pour devenir premier ministre?	27 %	50 %

Sondage Léger Marketing réalisé par Internet auprès de 1500 Canadiens de 18 ans et plus, répartis dans toutes les régions du Canada, du 3 au 6 décembre 2012.

## Rectificatif

Contrairement à ce qui était écrit dans le texte d'opinion « *Pour mieux comprendre Richard Henry Bain* », signé par le philosophe Pierre Desjardins dans notre page Idées du 7 décembre dernier, le présumé assassin du technicien du Métropolis Denis Blanchette, M. Bain, n'a pas participé à une tribune téléphonique à la station CJAD le lendemain des événements. M. Bain a de son propre chef téléphoné à la salle des nouvelles de la station. Astral a diffusé non pas 38 minutes de cet appel, mais 6 secondes à CJAD et deux extraits de 7 secondes à NRJ et à Rouge FM. Toutes nos excuses pour les inconvénients que cette erreur a pu causer.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514 985-3333

**La rédaction**  
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3360

**Publicité**  
Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

**Avis publics et appels d'offres**  
Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3340

**Petites annonces et publicité par regroupement**  
Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

**Abonnements** (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)  
Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-5967

**Agenda culturel**  
Au téléphone 514 985-3346  
Par télécopieur 514 985-3390